Les grèves du Borinage

On ne saurait parler au passé du mouvement de grève qui d'une manière soudaine et violente, vient de paralyser plus du tiers du pays. D'une part, bien que l'ordre de rentrée ait été intimé aux ouvriers par les partis politiques et par les centrales syndicales, la grève n'est pas terminée et en plus d'un endroit on signale une volonté de lutte persistante. D'autre part, à supposer même qu'à force d'intrigues et d'ukases les centrales politiques et la bureaucratie syndicale parviennent à étouffer complètement les velléités de lutte, la situation économique et les conditions d'ordre divers qui ont provoqué le mouvement subsistent entièrement et restent donc comme une menace constante au flanc du régime.

On ne peut non plus calculer toutes les conséquences de ce mouvement ni en tirer des conclusions définitives. Tout au plus, à travers la censure qui sévit et les nouvelles contradictoires et savamment dosées, pouvons-nous reconstituer, dans ses grandes lignes, la physionomie qu'a prise la bataille.

À l'origine du mouvement, sa soudaineté et son allant sans précédent ont surpris à la fois les centres dirigeants, les partis politiques et les militants révolutionnaires. À vrai dire, depuis tout un temps déjà, on savait que quelque part dans le pays de la houille il y avait, de-ci de-là, des mouvements revendicatifs. Les quotidiens, entre deux faits-divers, signalaient une grève locale. Mais on ignorait combien le mouvement était profond et allait grandissant, et combien la misère s'installait à demeure aux taudis ouvriers.

C'est alors que, trompés par une trop longue passivité de la classe ouvrière et encouragés par la complaisance trop servile des délégués aux commissions mixtes, paritaires et autres, les patrons prétendirent, sous des prétextes fallacieux, imposer de nouvelles réductions de salaires. C'est alors que le

gouvernement suivi par un parlement toujours docile, pour satisfaire aux exigences des groupes agraires, prétendit imposer la farine. Dès lors, le cri le plus simple de la révolte: «Du travail ou du pain», prenait une signification particulière.

Et ce cri, répété de puits en puits, de charbonnage en charbonnage, de région en région, gagna très rapidement d'abord le Borinage pour, en quelques jours, déborder dans le Centre, vers Liège et déferler même jusqu'aux portes de la capitale. Trois jours durant le gouvernement, la police, la presse, le patronat, les organisations ouvrières, les instances syndicales furent désemparés. Balayant tout ce qui s'opposait à son extension, la grève ne connaissait plus d'autre loi que celle du nombre, que celle de la masse, que celle du prolétariat.

Au début, le Parti Ouvrier Belge, fidèle à sa tradition de briseur de grèves clairement illustrée au cours de la lutte des typographes, voulut, une fois de plus, discréditer le mouvement, *Le Peuple*, organe central du P.O.B., écrivait: «Comme une nuée de mouches malfaisantes, des grévistes borains appartenant à l'organisation des Chevaliers du Travail se sont abattus jeudi soir sur la région de Charleroi. Leur but est d'essayer d'entraîner, dans leur regrettable mouvement de grève, les mineurs du pays noir».

Mais, faisant fi du verbalisme des valets de plume confines aux salles de rédaction, la lutte ouvrière menaçait bientôt leur quiétude. Devant une telle vague de fond, l'opposition déclarée, voire même une neutralité bienveillante n'était plus de mise. Ceux-là s'en rendirent compte qui ont besoin pour vivre des cotisations de leurs mandants. Et la cloche sonna un autre son. Les meilleurs parmi les orateurs politiques, les plus sûrs parmi les délégués syndicaux furent mobilisés. Parallèlement, les forces policières, la gendarmerie, les troupes légères, furent concentrées autour de la bataille.

Rencontrant la volonté d'en finir qui suait de chacun des mots des dirigeants réformistes, rencontrant l'arrogante provocation des armes déployées, les ouvriers devaient s'exaspérer. Depuis trois jours ils n'avaient connu que victoires. Ils étaient allés de puits en puits invitant les ouvriers à abandonner la besogne – on les avait écoutés. Ils étaient entrés dans les usines de métallurgie – et le travail avait cessé. Ils avaient vu les carriers – et les carrières chômaient. Maintenant ils avaient devant eux les gendarmes, et sur leurs arrières ils entendaient des mots qui résonnaient étrangement, des mots d'appel au calme, de respect de la propriété et autres fadaises qu'ils avaient oubliées.

Leur colère se manifesta dans les deux sens. Les pandores furent reçus à coups de pierres, on sema des tessons de bouteilles sur leur passage, on dressa des barricades. Malgré le déploiement inouï des forces, la grève tenait la rue. Mais de part et d'autre le plomb avait parlé et le sang était répandu. Coup sur coup des nouvelles transpiraient: des blessés, des morts. Touché clans sa chair, tout le prolétariat eut un même sursaut et se tourna vers ses dirigeants traditionnels qu'il avait presque oubliés. Il les retrouva en de nombreux conseils, derrière les portes gardées des Maisons du Peuple. La presse socialiste reprenant la phraséologie creuse de la bourgeoisie écrivait en manchette: «L'ennemi, c'est la crise. On ne le vaincra ni à coups de pierre ni à coup de fusils».

L'ennemi, les ouvriers maintenant lui connaissaient un autre nom. C'était le patron retranché dans son château, c'était le parlementaire vendu à la bourgeoisie, c'était le gendarme et son fusil. Et le gendarme reçut une nouvelle avalanche de pierres, et le château du directeur de la Providence reçut la visite ouvrière et celle du feu de l'émeute.

Mais envers ceux-là qui, en son nom, tenaient un langage qui n'était pas le sien, le prolétariat aussi se retourna pour exiger des comptes. Et l'on vit ces mêmes politiciens, ces

mêmes bureaucrates, qui durant 48 heures avaient dénoncé la provocation policière, faire appel à cette police pour défendre leurs immeubles et leur situation, et l'on vit ces mêmes tristes sires ordonner aux milices ouvrières de charger la foule des grévistes. Les ouvriers se battaient entre eux, – et autant le spectacle des échauffourées avec la force armée avait, malgré ses risques, quelque chose de grand, autant la nouvelle de ces luttes fratricides eut un douloureux écho dans l'ensemble du pays. Sacrifiant à un vieil esprit de manœuvre qui lui a plus d'une fois réussi, le P.O.B. pour dissimuler malgré tout son incapacité révolutionnaire usa d'un double stratagème. D'abord il fit donner sa «gauche». Les Spaack, les Gelders, les Uitroever, purent à loisir, devant les chômeurs bruxellois, développer leur thème connu: «Et s'il le faut, nous ferons la révolution» sur l'air des lampions.

On avait mal calculé. Électrisés par l'atmosphère du combat, étroitement solidaires de leurs frères en lutte, les chômeurs descendirent dans la rue, rencontrèrent la police. Deux blessés, un tué.

Alors on chercha les coupables. Ici encore, l'éternelle rengaine: Haro sur le baudet! – ce sont les communistes. Les communistes, on ne les avait point vus. Trop occupés à préparer d'impressionnantes manifestations du 1er août, trop zélés à suivre à la lettre de dithyrambiques ordres de mobilisation en faveur de l'U.R.S.S., il y avait belle lurette qu'ils avaient quitté l'usine. Peu importait. Communiste, l'ouvrier qui prétendait encore décider par lui-même. Communiste, celui qui criait. Communiste, celui qui luttait. Communiste, celui qui se défendait.

La police y alla de son petit complot. Les perquisitions, les arrestations se multiplièrent. Aux yeux de la bourgeoisie, comme aux yeux des leaders politiques, les militants les plus disparates se trouvèrent englobés dans une même organisation fantôme. Staliniens, Oppositionnels, Libertaires,

Individualistes, se retrouvèrent dans les cachots.

Les délégués syndicaux, les délégués patronaux se retrouvèrent, eux, au sein des commissions mixtes. Les politiciens se réunirent au parlement. Les uns et les autres eurent tôt fait de réaliser leur accord. Mercredi 13, la Commission mixte accepta des revendications forgées pour la circonstance, et, dès le lendemain tous les parlementaires votèrent avec un ensemble remarquable un ordre du jour vague et confus à souhait. Dès lors, *le Peuple* pouvait écrire:

«Ce que nous avons obtenu pour tous les travailleurs:

1. Il n'y aura pas d'impôt sur le pain.
2. Il n'y aura plus de diminutions de salaires.
3. La répartition du travail sera promptement organisée avec la collaboration des organisations syndicales.

C'est-à-dire tout ce que nous avons exigé.,»

En réalité, rien ou presque n'était obtenu. Des salaires de famine étaient stabilisés jusqu'au 30 octobre. Et, pour le reste..., des commissions seraient crées dont les rapports seront longtemps attendus et dont nulle décision. ne sortira.

La seule chose obtenue, c'est qu'on pouvait enfin, avec un semblant de raison, proposer la rentrée au travail. Ce fut moins aisé qu'on ne l'espérait.

On avait trop parlé de grève générale, trop de corporations étaient touchées, trop d'autres prêtes à entrer en lutte. Ce n'était pas tout à fait en vain que les cheminots du Centre avaient voté le principe d'une grève de solidarité, que la Fédération bruxelloise avait voté un ordre du jour en faveur de l'extension de la grève. Il fallut s'y reprendre trois fois et sortir de la légalité syndicale pour imposer aux organisations la volonté des dirigeants.

Le Congrès National des Mineurs, réuni le jeudi, se séparait

après 4 heures de discussion sans arriver à un accord. Pour en finir et pour éviter de porter le débat devant les instances régulières, le Conseil Général du Parti Ouvrier belge, siégeant avec la Commission Syndicale, décréta, en violation des statuts syndicaux, la fin de la grève.

Étroitement soutenue par une campagne démagogique et des nouvelles volontairement erronées, cette décision eut un commencement d'exécution. Un peu partout on enregistre des rentrées. Mais les ouvriers sur la foi de leur journal, croient dur comme fer que le patronat s'est engagé à ne plus diminuer aucun salaire, à réaliser la semaine de 40 heures, etc. Ils ne seront pas longs à déchanter, et déjà le P.O.B. est très peu sûr de sa victoire sur la classe ouvrière puisque, après une semaine, la rentrée n'est pas entièrement réalisée et que dans le Limbourg notamment, on signale une nouvelle extension du mouvement.

S'accrochant à ses positions acquises, craignant pour sa quiétude chère, le P.O.B. amorce depuis quelques jours une campagne systématique d'épuration des organisations ouvrières. Il s'agit d'exclure, par tous les moyens, ceux qui critiquent sa politique. Il s'agit de bâillonner définitivement les autres. Hors du silence, il n'y a plus de salut.

Nous en sommes là aujourd'hui. Dans une atmosphère de trouble, d'inquiétude, de rancœur. Et nous ne savons pas de quoi sera fait demain.

Un aspect du problème domine tous les autres: la valeur révolutionnaire des méthodes d'action directe. Alors qu'aucune campagne n'avait préparé le mouvement, alors que tout semblait calme aux yeux non avertis, il a suffi de quelques jours pour que, d'ouvrier à ouvrier, on se comprit aisément. Et la tactique spontanément adoptée fut si efficiente et si naturellement coordonnée que l'idée du complot s'imposa.

Ils ne pouvaient comprendre, les bourgeois et les demi-

bourgeois et leurs domestiques, que sans ordres d'un état-major omnipotent, les ouvriers puissent réaliser une si parfaite entente.

Ils arrivaient une cinquantaine aux portes de l'usine. Quelques délégués interpellaient le directeur: «Faites cesser le travail». Si l'on manifestait une résistance, des camarades cyclistes s'en allaient dans toutes les directions et appelaient à l'aide. Bientôt, ils étaient mille à s'infiltrer par petits paquets jusqu'aux salles des machines. S'il fallait encore un argument, on commençait par démonter celles-ci. Le travail cessait aussitôt. La grève obtenait l'assentiment du patron. Et l'on s'en allait vers une autre usine.

Les femmes n'étaient pas les moins combattives. Déployant des drapeaux rouges, des drapeaux noirs, elles furent de toutes les manifestations, elles furent de tous les piquets de grève, elles furent des luttes dans la rue, on les vit couchées sur les rails pour empêcher le trafic. À ceux qui voudront encore nous parler de palabres autour des tapis verts, à ceux qui voudront encore nous parler de la veulerie des masses, nous saurons maintenant que répondre.

P. Mahni (Belgique)

(à suivre)